

Analyse de l'impact de la microfinance sur l'emploi des jeunes au Sénégal

Analysis of the impact of microfinance on youth employment in Senegal

Moussa DIOP, (Docteur en Sciences économiques)
 Laboratoire des Finances pour le développement (LAFIDEV)
 Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD), Sénégal

Mamadou Moustapha KA, (Enseignant-chercheur en Economie)
 Ecole Supérieure d'Economie Appliquée (ESEA)
 Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD), Sénégal

Bara Khady SYLLA, (Maitre en Sciences économiques et Gestion)
 UFR Sciences économiques et Sociales
 Université Iba Der Thiam de Thiès (UIDTT), Sénégal

Adresse de correspondance :	Laboratoire des Finances pour le Développement (LAFIDEV), Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) contact@lafidev.org
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DIOP, M., KA, M. M., & SYLLA, B. K. (2026). Analyse de l'impact de la microfinance sur l'emploi des jeunes au Sénégal. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(10), 194–215. https://doi.org/10.5281/zenodo.22063204
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 18/07/2026

Accepted: 22/07/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 10 (2026)

Analyse de l'impact de la microfinance sur l'emploi des jeunes au Sénégal

Résumé

Cette étude analyse l'impact de la microfinance sur l'emploi des jeunes au Sénégal sur la période 2010-2023. Elle part du constat que les travaux antérieurs consacrés au Sénégal mettent en évidence des effets favorables du microcrédit, mais restent principalement fondés sur des enquêtes individuelles ou des études de programmes, tandis que la dimension régionale et la dynamique temporelle du lien entre financement et emploi demeurent moins documentées. La contribution de cet article consiste à examiner cette relation à partir d'un panel des 14 régions administratives du Sénégal, en combinant une estimation à effets fixes et une estimation dynamique de type GMM comme analyse de robustesse. Les résultats du modèle à effets fixes indiquent un effet positif et statistiquement significatif de la microfinance sur le taux d'emploi des jeunes (coefficient de 0,118 ; $p < 0,01$). De même, le capital humain présente un effet positif significatif élevé (0,264 ; $p < 0,01$), tandis que le PIB régional et l'urbanisation exercent des effets positifs moins importants, et que la part du secteur informel est négativement associée à l'emploi des jeunes. Les résultats suggèrent que l'efficacité de la microfinance dépend de son articulation avec le développement des compétences et un environnement économique favorable. Les implications de politique économique portent ainsi sur l'intégration du crédit, de la formation, de l'accompagnement entrepreneurial et de la formalisation des activités.

Mots-clés : Microfinance, emploi des jeunes, inclusion financière, Sénégal.

Classification JEL : J21, G21, O17, C33

Type du papier : Article empirique

Abstract

This study analyzes the impact of microfinance on youth employment in Senegal over the 2010-2023 period. Previous studies conducted in Senegal generally rely on individual surveys or program-level evaluations, leaving the regional and dynamic dimensions of the relationship between microfinance and youth employment less documented. This article contributes by examining this relationship using a regional panel covering the 14 administrative regions of Senegal, with a fixed-effects model as the main specification and a dynamic GMM model as a robustness analysis. The fixed-effects estimates show a positive and statistically significant association between microfinance and youth employment (coefficient 0.118; $p < 0.01$). Human capital has a larger positive coefficient (0.264; $p < 0.01$), while regional GDP and urbanization are positively associated with youth employment and the informal sector share is negatively associated with it. The findings suggest that microfinance is more effective when combined with skills development and a favorable economic environment. Policy implications therefore emphasize the integration of credit, training, entrepreneurial support and gradual formalization of financed activities.

Keywords: Microfinance, youth employment, financial inclusion, Senegal.

JEL Classification: J21, G21, O17, C33.

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

La question de l'emploi des jeunes est actuellement au centre des préoccupations politiques, économiques et sociales de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne. Avec une population principalement jeune et en forte expansion, les défis liés à l'insertion professionnelle, à la formation, à l'accès au financement et à l'auto-emploi sont devenus essentiels. Au Sénégal, cette situation est d'autant plus prononcée que les jeunes de moins de 35 ans constituent environ 75 % de la population, avec un taux de chômage estimé à près de 20 % selon les données de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD, 2023). Cette jeunesse, en quête d'opportunités économiques, se heurte à un marché du travail stagnant, peu formel et peu accueillant. Ce qui engendre des frustrations socio-économiques et favorise des phénomènes tels que l'émigration clandestine, l'oisiveté ou encore l'exclusion sociale.

Dans ce cadre, la recherche de solutions innovantes et inclusives pour favoriser l'emploi des jeunes devient essentielle. Parmi les outils envisagés pour soutenir l'insertion économique, la microfinance se présente comme un levier privilégié, souvent considérée comme une alternative aux circuits bancaires traditionnels pour financer les initiatives entrepreneuriales des jeunes. En effet, la microfinance a pour but de fournir des services financiers (microcrédit, micro-assurance, épargne) à des populations exclues du système bancaire classique, avec l'objectif de stimuler l'activité économique locale, de renforcer l'autonomie financière et de créer des opportunités d'emploi. Dans le cadre de politiques de développement inclusif, de nombreuses institutions et gouvernements ont ainsi soutenu les institutions de microfinance (IMF) comme des acteurs stratégiques dans la lutte contre le chômage, en particulier chez les jeunes.

Cependant, cette perspective suscite de nombreux débats, tant sur le plan théorique qu'empirique. Les partisans de la microfinance, à l'instar de Yunus (1997), affirment que l'accès au microcrédit représente une voie d'autonomisation économique pour les jeunes, leur permettant de développer des activités génératrices de revenus (AGR) et de sortir du cycle de la dépendance. Cette approche repose sur l'idée que les jeunes possèdent un potentiel entrepreneurial souvent freiné par des obstacles financiers. Ainsi, en leur fournissant les ressources nécessaires pour lancer leurs projets, la microfinance contribuerait à dynamiser le tissu économique local et à réduire le chômage.

À l'inverse, des voix critiques, comme celle de Bateman (2010), questionnent sur l'efficacité réelle de la microfinance. Selon cette vision, les IMF ne feraient que reproduire la pauvreté en poussant les jeunes à s'endetter pour financer des activités à très faible valeur ajoutée, souvent informelles, précaires et non durables. Pire encore, le microcrédit pourrait aggraver la vulnérabilité des bénéficiaires lorsqu'il est mal encadré, les exposant au surendettement ou à l'échec entrepreneurial. Ces controverses illustrent une tension entre les promesses affichées de la microfinance et les résultats souvent mitigés observés sur le terrain.

Bien que des initiatives publiques et privées aient émergé ces dernières années pour élargir l'accès des jeunes au financement, notamment à travers la DER/FJ, le FONGIP, le 3FPT et les réseaux d'IMF tels que l'UIMCEC, PAMECAS et le CMS, la littérature sénégalaise reste davantage centrée sur les bénéficiaires ou sur des dispositifs particuliers que sur l'évolution régionale de la relation entre microfinance et emploi. La présente étude ne cherche pas à isoler l'effet propre de chacun de ces dispositifs : la variable de microfinance est agrégée au niveau régional.

L'objectif général de cette étude est d'analyser la relation entre la microfinance et l'emploi des jeunes au Sénégal, en mettant l'accent sur les différences régionales et la dynamique temporelle. La contribution scientifique est double. Sur le plan empirique, l'étude complète les travaux sénégalais antérieurs en exploitant un panel régional couvrant les 14 régions sur 2010-2023. Sur le plan analytique, elle met en regard l'intensité du financement, le capital humain et

plusieurs caractéristiques structurelles du territoire afin de mieux distinguer l'effet propre du financement de l'influence du contexte économique. Les résultats doivent toutefois être interprétés comme des associations économétriques, et non comme une preuve définitive de causalité, compte tenu des risques d'endogénéité et de la taille transversale limitée du panel.

L'objectif général se décline en deux objectifs spécifiques :

- OS 1 : Évaluer la relation entre les crédits de la microfinance et le taux d'emploi des jeunes au Sénégal.
- OS 2 : Identifier les facteurs économiques et structurels qui influencent cette relation, notamment le capital humain, le PIB régional, l'urbanisation et la part du secteur informel.

La méthodologie repose sur des données régionales couvrant les 14 régions administratives du Sénégal sur la période 2010-2023. Les données mobilisées proviennent principalement de l'ANSD, de la BCEAO et des sources sectorielles relatives aux systèmes financiers décentralisés. L'unité d'analyse est donc la région-année et la variable dépendante est continue : il s'agit du taux d'emploi des jeunes. Le modèle principal est un modèle de panel à effets fixes, complété par une estimation dynamique de type GMM pour examiner la robustesse des résultats et la persistance temporelle de l'emploi.

Le reste de l'article est organisé comme suit. La section 2 présente la revue de littérature théorique et empirique et formule les hypothèses de recherche. La section 3 expose les principaux faits stylisés relatifs à la démographie, au marché du travail et à la microfinance au Sénégal. La section 4 présente la méthodologie, les données et les variables de l'étude. La section 5 présente les tests, les estimations et la discussion des résultats. La section 6 conclut, présente les implications de politique économique, discute les limites de l'étude et propose des pistes de recherche.

2. Revue de la littérature

La littérature aborde la relation entre la microfinance et l'emploi des jeunes à travers deux dimensions complémentaires : une approche théorique, qui identifie les mécanismes et fondements économiques de l'action de la microfinance sur l'emploi, et une approche empirique, qui examine les résultats observés dans différents contextes à l'aide d'analyses quantitatives et qualitatives.

2.1. Revue théorique

Dans la littérature économique, plusieurs approches théoriques ont montré la relation entre le développement financier et la croissance économique et de façon spécifique l'influence des services financiers des institutions de crédit sur le capital humain et l'emploi.

- **Théorie de l'accès au crédit et entrepreneuriat**

La microfinance repose sur la théorie de l'accès au crédit comme levier de stimulation entrepreneuriale et d'emploi. Dans les modèles classiques, l'accès aux ressources financières est une condition essentielle de la croissance économique (Ricardo, 1817). Schumpeter (1911) ajoute que l'entrepreneur est l'agent central du progrès économique, capable de combiner innovation et prise de risque. Or, l'exclusion des jeunes du système bancaire traditionnel les empêche souvent de devenir ces moteurs d'innovation. Robinson (2001) souligne que la microfinance est née pour pallier cette défaillance du marché du crédit, en apportant des solutions financières adaptées aux exclus. En soutenant la création de micro-entreprises, elle permet à des jeunes sans patrimoine d'investir dans des activités productives. Ce processus génère non seulement de l'auto-emploi, mais aussi des effets d'entraînement sur les économies locales. Karlan et Zinman (2011), dans une étude expérimentale au Pérou et aux Philippines, montrent que les bénéficiaires de microcrédit enregistrent une augmentation de 10 à 15 % de leur revenu mensuel, et une plus grande probabilité de se maintenir dans une activité

indépendante. Ces résultats confirment que l'accès au financement joue un rôle décisif dans la consolidation de l'auto-emploi.

Cependant, certains économistes comme Bateman (2010) ou Bédécarrats et al., (2012) mettent en garde contre une vision trop optimiste. Ils rappellent que les microcrédits, souvent octroyés pour des montants faibles et dans des marchés saturés, ne débouchent pas toujours sur des activités viables à long terme. Pour ces auteurs, sans accompagnement technique et accès à un environnement économique favorable, le microcrédit peut maintenir les jeunes dans des activités précaires plutôt que de favoriser leur ascension économique. Ainsi, le mécanisme schumpétérien d'innovation et de croissance par l'entrepreneuriat ne s'enclenche réellement que lorsque la microfinance s'articule à d'autres politiques de soutien : formation professionnelle, accès au marché, appui à la formalisation et développement des infrastructures locales (Ledgerwood, 1999 ; Hermes & Lensink, 2011).

- **Théorie du capital humain**

La théorie du capital humain (Becker, 1964) constitue une clé de lecture essentielle pour comprendre comment la microfinance influence l'emploi des jeunes. Selon cette théorie, l'investissement dans les connaissances et les compétences améliore la productivité individuelle et collective. Dans le contexte de la microfinance, cette idée se traduit par la mise en place de programmes de formation entrepreneuriale, de coaching financier et d'accompagnement managérial. Les jeunes, souvent dépourvus d'expérience, apprennent à mieux gérer leurs activités, à planifier leurs dépenses et à évaluer les risques.

Nawaz (2010) estime que la formation est un facteur déterminant du succès des micro-entreprises financées par microcrédit. Il démontre, dans une étude menée au Bangladesh, que les jeunes entrepreneurs ayant bénéficié d'une formation en gestion a un taux de survie d'entreprise supérieur de 22 % à ceux qui n'en ont pas reçu. Sen (1999), avec l'approche par les capacités, élargit la compréhension du capital humain : l'accès au crédit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un renforcement des libertés réelles et des capacités d'action des individus. Dans ce cadre, la microfinance doit être considérée non pas uniquement comme un instrument économique, mais comme un moyen d'émancipation qui accroît la liberté économique, la dignité et la confiance en soi des jeunes. Les travaux de Pitt et Khandker (1998) confirment cette approche : en Bangladesh, la participation aux programmes de microfinance a conduit à une amélioration des compétences entrepreneuriales et à une meilleure allocation des ressources au sein des ménages. Les jeunes bénéficiaires investissent davantage dans l'éducation et dans l'activité économique, renforçant ainsi le capital humain global de la communauté. Ainsi, la microfinance, en investissant dans les individus plutôt que dans les entreprises, contribue à l'accumulation de capital humain et à la transformation du tissu productif local.

- **Théorie keynésienne des effets multiplicateurs et développement local**

L'analyse keynésienne (Keynes, 1936) met en évidence la capacité de l'investissement à engendrer des effets multiplicateurs sur l'économie. Dans le cas de la microfinance, les crédits octroyés aux jeunes génèrent une augmentation de la demande locale, entraînant à leur tour des effets indirects sur la production et l'emploi.

Todaro et Smith (2015) soulignent que, dans les économies à faible revenu, les petites injections de capitaux peuvent avoir des effets proportionnellement plus importants sur la dynamique économique locale. Lorsqu'un jeune entrepreneur crée une activité grâce à un microcrédit, il crée non seulement son propre emploi, mais stimule aussi la demande pour d'autres biens et services (matières premières, main-d'œuvre, transport). Cependant, ces effets multiplicateurs dépendent de la structure du marché local. Dans les régions où l'économie est peu diversifiée et où les infrastructures sont insuffisantes, les retombées de la microfinance sur l'emploi peuvent être limitées. Dichter (2007) critique ainsi la tendance à surestimer la capacité du

microcrédit à transformer les économies rurales, soulignant que les marchés locaux saturés limitent l'expansion des micro-entreprises.

- **Inclusion financière et capital social**

L'approche de l'inclusion financière considère la microfinance comme un outil d'intégration économique et sociale. Yunus (1997), à travers son expérience du Grameen Bank, a démontré que le microcrédit favorise l'autonomisation et renforce le sentiment de responsabilité.

Au-delà des effets économiques, la microfinance agit sur le capital social - concept développé par Coleman (1988) et Putnam (1993) - c'est-à-dire les relations de confiance et de coopération qui facilitent la coordination des actions économiques. Dans le cadre des IMF, les prêts solidaires et les groupes de caution mutuelle encouragent la solidarité, la discipline et la diffusion des bonnes pratiques entrepreneuriales. Tchamyu (2019) et Asongu et Nnanna (2020) montrent que le capital social généré par les programmes de microfinance améliore la coopération entre jeunes entrepreneurs, favorise la transmission des connaissances et réduit le risque d'échec des micro-entreprises. De plus, la microfinance moderne, notamment à travers la finance digitale, élargit encore ce processus d'inclusion. Selon Demirgüç-Kunt et al, (2022), l'expansion des services financiers mobiles en Afrique subsaharienne a réduit de près de 7 points le taux d'exclusion financière des jeunes entre 2014 et 2021. Ces innovations, en combinant microcrédit, épargne numérique et formation en ligne, renforcent les opportunités d'emploi indépendant.

- **Limites théoriques et controverses**

Malgré les effets positifs identifiés, plusieurs économistes restent sceptiques quant à la capacité de la microfinance à résoudre durablement le chômage des jeunes. Bateman et Weber (2010) soutiennent que le microcrédit favorise souvent des activités de survie à faible rentabilité et entretient une économie de subsistance plutôt qu'une dynamique de développement. Banerjee et al., (2015), à travers six expériences aléatoires dans différents pays, concluent que la microfinance améliore la stabilité économique et la gestion du risque, mais n'a pas d'impact significatif sur la création d'emploi à grande échelle. D'autres critiques, comme Hulme et Mosley (1995), soulignent le risque de « mission drift », c'est-à-dire la tendance des IMF à s'éloigner de leur mission sociale pour rechercher la rentabilité financière, au détriment des jeunes les plus pauvres. Ces débats théoriques rappellent que la microfinance n'est pas une solution miracle, mais un instrument qui doit s'intégrer dans une stratégie plus large de développement des compétences, d'appui à la formalisation et d'amélioration du climat des affaires.

2.2. Revue empirique

Plusieurs études ont essayé de vérifier empiriquement les effets du financement des services de proximité sur la formation et l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi dans les pays en développement et particulièrement au Sénégal.

Koloma et Ratsimalahelo (2015) ont analysé le lien entre l'accès des jeunes au microcrédit et la performance de leur microentreprise au Mali. Avec des données d'enquête réalisées par l'INSTAT auprès des bénéficiaires des services microfinanciers en 2007-2008, ils ont mobilisé d'abord une approche descriptive pour analyser les conditions de financement et les indicateurs de performances ensuite la méthode de score de propension pour estimer les déterminants de l'accès au crédit et leurs effets sur la performance. Les résultats montrent que les jeunes bénéficiaires du microcrédit sont dans bien des cas efficaces dans l'utilisation des capitaux investis à travers les indicateurs suivants : chiffre d'affaires, taux de marge, indice de pauvreté ou nombre d'emplois créés. Cependant les résultats de la méthode de score de propension ont montré que même si le microcrédit contribuait à accroître la performance des microentreprises

détenues par les jeunes bénéficiaires, la différence d'effet n'est pas toujours significative. Ce qui conduit les auteurs à estimer que l'accès au microcrédit ne suffit pas pour accroître la performance des microentreprises.

Au Camérout, Ojong et Simba (2019) ont examiné, dans une perspective multidimensionnelle, comment une institution de microfinance peut optimiser le capital social des entrepreneurs pauvres. Les résultats montrent qu'en créant un environnement qui encourage une plus grande fréquence de réunions et d'interactions entre entrepreneurs, les groupes solidaires facilite le développement de la confiance relationnelle et la croissance des réseaux de microentrepreneurs. Ils estiment par ailleurs que le succès de l'entrepreneuriat dans des conditions appauvries implique la combinaison de plusieurs facteurs : capital financier, capital social structurel, capital social relationnel, formation et soutien.

Dans le contexte sénégalais, Tine te Sall (2015) ont analysé les trajectoires d'emplois des jeunes au Sénégal entre « emplois faute de mieux » et projet professionnel. Ils montrent que les conditions d'accès à l'emploi des jeunes sont affectées par l'ampleur structurelle du chômage et les centres d'appels et les institutions de microfinance en sont les principales caractéristiques. Dans cette perspective, Ndiaye (2014), dans une étude menée auprès de 500 jeunes bénéficiaires du Crédit mutuel du Sénégal (CMS) et du PAMECAS, montre que l'accès au microcrédit augmente la probabilité d'emploi de 18 % et améliore la stabilité économique des ménages. L'effet est particulièrement fort chez les jeunes femmes urbaines, qui utilisent le crédit pour développer des activités de commerce et de transformation agroalimentaire.

Diop (2020) a analysé l'adéquation des services et produits des institutions de microfinance aux besoins des personnes à faible revenu au Sénégal. A travers une approche procédurale qui intègre le processus de développement des produits, les auteurs ont constaté un problème d'adéquation à deux niveaux : (1) des produits qui répondent certes à des besoins financiers, mais des conditions auxquelles est soumise l'offre qui constituent des contraintes aux clients ; (2) le second niveau correspond à la phase pré-crédit avec l'existence d'obstacles linguistiques dans le paysage de la microfinance au Sénégal entre les IMF et les clients. Ce qui conduit au défaut de remboursement et l'auto-exclusion. L'auteur note cependant, que, selon le statut de l'IMF, le degré d'adéquation a tendance à évoluer : dans les IMF mutualistes, l'intégration des clients au sein des organes décisionnels permet une réduction considérable de la distance existant entre les besoins et les services proposés.

Saleh et Diop (2023), dans un cadre beaucoup plus général, ont étudié l'impact de la microfinance sur l'entrepreneuriat au Sénégal. En administrant un questionnaire à 111 clients de trois IMF du Sénégal (CMS, PAMECAS et ACEP), ils ont utilisé la régression logistique et la régression logit ordonné pour mesurer respectivement la création d'entreprise par les IMF et la création de valeur par la clientèle entrepreneuriale. Les résultats montrent que la pérennisation des IMF influence positivement l'entrepreneuriat (la création d'entreprises) et que la création de valeur entrepreneuriale est influencée par la massification du crédit des IMF et la minimisation des coûts d'agence et des coûts de transaction.

Pris dans leur ensemble, ces travaux suggèrent une association généralement favorable entre accès au financement, développement de l'entrepreneuriat et insertion économique des jeunes, mais leurs résultats ne sont pas directement comparables. Les différences de population étudiée, de définition de l'emploi, de taille des échantillons et de méthodes d'identification limitent les conclusions générales. Plusieurs études reposent sur des bénéficiaires sélectionnés, ce qui peut introduire un biais de sélection, tandis que l'absence de groupe de contrôle ou de stratégie d'identification exogène limite l'interprétation causale. Le présent article cherche à compléter cette littérature par une analyse régionale et temporelle, tout en reconnaissant que le panel ne permet pas à lui seul d'éliminer totalement les problèmes d'endogénéité.

À l'échelle internationale, les résultats disponibles sont hétérogènes. Certaines études mettent en évidence des améliorations du revenu, de la résilience ou de l'auto-emploi, alors que les

effets sur la création d'emplois salariés et sur l'expansion des entreprises restent plus limités (Banerjee et al., 2015 ; Hermes & Lensink, 2011). Les travaux critiques soulignent également le risque que le microcrédit finance des activités de survie dans des marchés saturés (Bateman et Weber 2010). Cette hétérogénéité renforce l'intérêt d'une analyse tenant compte des caractéristiques territoriales et du capital humain.

2.3. Cadre conceptuel et formulation d'hypothèses

Le cadre conceptuel retenu articule quatre mécanismes complémentaires. Premièrement, l'accès au crédit réduit les contraintes de liquidité et peut faciliter la création ou l'expansion d'activités productives. Deuxièmement, le capital humain améliore la capacité des bénéficiaires à transformer les ressources financières en activités viables. Troisièmement, la demande locale et le niveau de développement régional peuvent amplifier les effets du financement. Quatrièmement, l'inclusion financière et la formalisation influencent la durabilité des activités financées. Ces mécanismes conduisent à retenir la microfinance (MF) comme variable explicative principale, le capital humain (CH) comme facteur de capacité productive et le PIB régional (PIB), l'urbanisation (URB), la part du secteur informel (SECT_INF) et la population jeune (POP) comme variables de contrôle.

À partir de ce cadre, les hypothèses suivantes sont formulées :

H1 : Une intensité plus élevée de la microfinance impacte positivement le taux d'emploi des jeunes au Sénégal.

H2 : Les effets de la microfinance sur l'emploi varient selon le capital humain des jeunes, le niveau de développement économique, l'urbanisation et le poids du secteur informel.

3. Analyse des faits stylisés

L'économie sénégalaise, à l'instar de nombreuses économies africaines, est marquée par une dynamique démographique forte, une dépendance persistante au secteur informel et une transition structurelle inachevée. Ces caractéristiques influencent directement l'insertion des jeunes dans le marché du travail et conditionnent les opportunités offertes par les dispositifs de microfinance. La jeunesse sénégalaise représente à la fois une force et un défi : elle constitue une part considérable de la population active mais fait face à un chômage et un sous-emploi chroniques. Dans ce contexte, la microfinance se présente comme une réponse partielle, en permettant un accès au financement et en stimulant l'entrepreneuriat, mais son efficacité réelle dépend des conditions institutionnelles, économiques et sociales dans lesquelles elle s'inscrit. L'analyse des faits stylisés permet de mieux saisir les déterminants structurels de l'emploi des jeunes et la place qu'y occupe la microfinance.

3.1. Structure démographique du Sénégal

La première caractéristique majeure du Sénégal est sa structure démographique. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD, 2023), la population est estimée à environ 18,5 millions d'habitants, dont près de 75 % ont moins de 35 ans. Cette composition crée une pression considérable sur le marché du travail. Le tableau suivant illustre l'évolution de la population jeune et sa part dans la population totale.

Tableau 1 : Évolution de la population totale et de la population jeune (15-35 ans) au Sénégal

Année	Population totale (en millions)	Population des (15-35 ans) (en millions)	Parts des jeunes (%)
2010	12,5	8,6	68,8
2015	14,8	10,6	71,6
2020	17,2	12,7	73,8
2023	18,5	13,8	74,6

Source : ANSD, RGPH-5.

L'analyse du tableau révèle que le Sénégal possède une population jeune prépondérante, avec près de trois quarts de ses habitants âgés de moins de 35 ans en 2023. Cette configuration démographique est à la fois une opportunité et un défi. Sur le plan économique, une population majoritairement jeune constitue un potentiel de capital humain, capable de stimuler la croissance si elle est mobilisée de manière productive. La théorie du dividende démographique suggère que lorsque la part de la population active augmente plus rapidement que celle des dépendants, il existe un potentiel pour un booste économique significatif, sous réserve que des emplois de qualité soient créés et que les jeunes soient correctement formés et intégrés au marché du travail.

Cependant, l'évolution du tableau montre également une pression croissante sur le marché de l'emploi. Entre 2010 et 2023, la population des 15-35 ans est passée de 8,6 à 13,8 millions, soit une augmentation de plus de 60 %. Cette progression implique un afflux massif de jeunes entrants sur le marché du travail, nécessitant la création annuelle de centaines de milliers d'emplois pour absorber la demande. Dans un contexte où l'économie sénégalaise est encore dominée par des secteurs peu diversifiés et où l'industrie et les services modernes restent limités, la capacité d'absorption est insuffisante, ce qui se traduit par un chômage élevé et un sous-emploi structurel.

Cette pression démographique crée un environnement favorable à l'auto-emploi, notamment à travers le microcrédit et les dispositifs de microfinance. Les jeunes, souvent exclus des circuits bancaires classiques en raison de l'absence de garanties et de profils perçus comme risqués, peuvent recourir aux institutions de microfinance (IMF) pour initier des activités génératrices de revenus. Le lien avec le marché du travail formel est indirect : les crédits financent des micro-entreprises, des commerces de proximité, des services artisanaux ou agricoles. Cela permet de créer des emplois pour le bénéficiaire et parfois pour d'autres jeunes, contribuant à l'atténuation partielle de la pression démographique sur le marché du travail.

Il est important de noter que la structure démographique influence également la taille et le type de microcrédit nécessaire. Une population jeune majoritaire implique que les programmes financiers doivent être adaptés à des profils avec peu d'expérience professionnelle, des revenus irréguliers et des compétences limitées en gestion. Les microcrédits de petite taille, combinés à un accompagnement technique et managérial, deviennent essentiels pour maximiser la probabilité de succès des projets financés. À défaut, les jeunes risquent de s'endetter sans générer d'emplois durables, reproduisant un cercle de précarité.

La croissance rapide de la population des jeunes exige également une stratégie différenciée selon les zones géographiques. En milieu urbain, l'accès aux services financiers est plus facile, mais la concurrence est intense et les coûts d'installation plus élevés. En milieu rural, les IMF représentent souvent le seul moyen d'accès au crédit, mais les activités sont limitées aux secteurs traditionnels comme l'agriculture ou l'artisanat. Ainsi, la microfinance doit s'accompagner d'une approche ciblée, tenant compte du lieu de résidence, du niveau d'éducation et des compétences des jeunes bénéficiaires.

Les différences territoriales observées au Sénégal invitent à privilégier une lecture régionale. Elles justifient également le recours à un modèle de panel à effets fixes, capable de contrôler les caractéristiques structurelles propres aux régions et constantes dans le temps.

La dimension socioculturelle est également centrale. Une population jeune implique des attentes économiques et sociales spécifiques : les jeunes recherchent souvent des revenus immédiats, une certaine autonomie et des perspectives de croissance. Le microcrédit, combiné à l'accompagnement, peut répondre à ces attentes mais doit être flexible et adapté aux réalités locales. Les horaires de remboursement, la taille des prêts et les conditions d'accès doivent être pensés pour éviter le surendettement et maximiser la viabilité des projets.

Enfin, la structure démographique a des implications pour les politiques publiques. L'État sénégalais, conscient de la pression exercée par la jeunesse sur le marché du travail, a multiplié

les programmes d'accompagnement des jeunes (DER/FJ, FONGIP, 3FPT). Ces initiatives, lorsqu'elles sont articulées avec les IMF, peuvent transformer le potentiel démographique en dividende économique réel, en facilitant la création d'emplois et l'inclusion financière. Cependant, leur efficacité dépend de la qualité de la coordination, de la complémentarité entre services financiers et non financiers, et de la capacité à atteindre les jeunes les plus vulnérables.

3.2. Évolution du chômage et du sous-emploi des jeunes

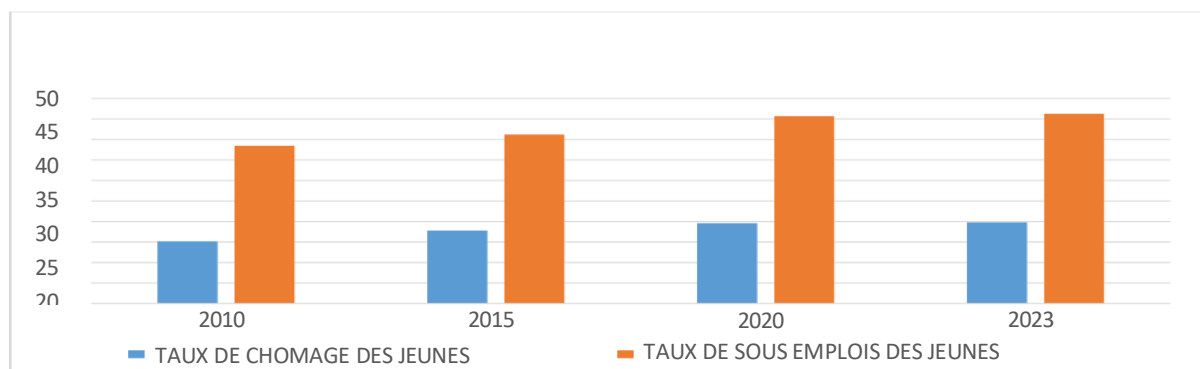
Le tableau suivant illustre l'évolution du chômage et du sous-emploi des jeunes.

Tableau 2 : Évolution du chômage et du sous-emploi des jeunes au Sénégal

Année	Taux de chômage des jeunes (%)	Taux de sous emplois des jeunes (%)
2010	15,2	38,5
2015	17,8	41,2
2020	19,6	45,7
2023	19,8	46,3

Source : ANSD, statistiques du marché du travail.

Graphique 1 : Évolution du chômage et du sous-emploi des jeunes au Sénégal



Source : ANSD, (2023).

Le Graphique 1 présente, sur l'axe horizontal, les années 2010, 2015, 2020 et 2023 et, sur l'axe vertical, les taux en pourcentage. La série du chômage des jeunes passe de 15,2 % à 19,8 %, tandis que le sous-emploi passe de 38,5 % à 46,3 %. Les deux séries suivent donc une trajectoire ascendante, le sous-emploi restant nettement supérieur au chômage sur toute la période.

L'analyse du tableau met en évidence une tendance inquiétante : le chômage et le sous-emploi des jeunes au Sénégal augmentent de manière constante entre 2010 et 2023. Cette évolution révèle plusieurs dimensions structurelles et conjoncturelles du marché du travail sénégalais, qui sont fondamentales pour comprendre le rôle que la microfinance peut jouer dans l'insertion professionnelle des jeunes.

Le taux de chômage des jeunes a progressé de 15,2 % en 2010 à 19,8 % en 2023. Cette hausse traduit une incapacité du marché formel à absorber les nouveaux entrants dans la population active jeune. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance :

- Croissance économique insuffisante en termes d'emplois : Bien que le Sénégal ait connu une croissance économique relativement stable au cours de cette période, celle-ci n'a pas été suffisamment inclusive ni orientée vers la création d'emplois pour les jeunes. Les secteurs créateurs d'emploi, tels que l'industrie manufacturière ou les services modernes, restent limités, et la majorité des emplois se trouvent dans des secteurs peu productifs ou informels.
- Mismatch compétences / emploi : La formation professionnelle et académique n'est pas toujours alignée avec les besoins du marché du travail. De nombreux jeunes diplômés rencontrent des difficultés pour trouver des emplois correspondant à leur niveau de qualification, tandis que des secteurs informels absorbent massivement des jeunes peu

qualifiés, contribuant à un chômage structurel élevé.

- Pression démographique : Comme nous l'avons vu dans le tableau précédent, la population jeune croît rapidement, ce qui accentue la concurrence sur le marché du travail et maintient le chômage à un niveau élevé, même en présence de croissance économique.

3.3. Situation de la microfinance et de l'inclusion financière au Sénégal

Le tableau suivant illustre l'évolution des IMF et de leur clientèle au Sénégal. On note une croissance rapide témoignant du rôle central de la microfinance dans l'inclusion financière. Les IMF touchent désormais plus de 4 millions de clients, soit près d'un quart de la population adulte. Cependant, les montants de crédit restent modestes, avec une moyenne inférieure à 100 000 FCFA pour de nombreux jeunes emprunteurs. Ces crédits permettent souvent de financer du petit commerce, des activités agricoles saisonnières ou des services de proximité. L'impact sur l'emploi dépend donc de la capacité de ces activités à générer non seulement un revenu pour l'emprunteur, mais aussi des emplois additionnels.

Tableau 3 : Évolution de la microfinance au Sénégal

Année	Nombre IMF agréées	Nombre de Clients (millions)	Encours de Credit (milliards)
2010	137	1,47	174,9
2015	314	2,21	285,1
2020	290	3,36	451,5
2023	297	4,3	650,1

Source : BCEAO (2010, 2015, 2020, 2023) ; DRS-SFD.

L'État sénégalais a pris conscience de l'importance stratégique de l'emploi des jeunes et a multiplié les programmes dédiés. La Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER/FJ), créée en 2018, a distribué plusieurs dizaines de milliards de FCFA sous forme de financements et d'accompagnements. Le Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP) et le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT) complètent ces initiatives. Néanmoins, ces dispositifs souffrent parfois de difficultés de ciblage, de lourdeurs administratives et d'un manque de suivi des bénéficiaires. L'efficacité réelle sur l'emploi durable reste donc à évaluer, mais leur complémentarité avec la microfinance est essentielle.

La digitalisation représente également un fait stylisé majeur. Le développement du mobile banking, via des plateformes comme Orange Money ou Wave, a considérablement élargi l'accès aux services financiers pour les jeunes. Selon le CGAP (Rapport 2022), plus de 60 % des jeunes urbains utilisent un service de mobile money. Cela facilite la gestion des flux financiers, l'épargne et même l'accès au crédit digitalisé. Les IMF commencent à intégrer ces outils pour atteindre les jeunes plus efficacement. Toutefois, un fossé numérique subsiste entre jeunes urbains et ruraux, accentuant les inégalités.

L'analyse montre que le Sénégal dispose d'un important potentiel démographique, avec 75 % de la population âgée de moins de 35 ans, mais ce potentiel reste insuffisamment valorisé (ANSD/RGPH-5, 2023). Entre 2010 et 2023, le chômage et le sous-emploi des jeunes ont fortement augmenté, révélant l'incapacité du tissu économique à absorber une main-d'œuvre croissante. La croissance économique reste peu inclusive et concentrée dans des secteurs à faible valeur ajoutée pour les jeunes. Dans ce contexte, la microfinance apparaît comme un outil essentiel d'inclusion financière, favorisant l'auto-emploi et la création de micro-entreprises (OIT, 2014, 2026). Le nombre d'IMF et de bénéficiaires a fortement progressé, mais les impacts demeurent limités par la faiblesse des montants, le manque de formation et les risques de surendettement. Les initiatives publiques de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes renforcent cette dynamique, mais leur réussite dépend d'un ciblage efficace et d'un meilleur suivi (BCEAO, 2024). La digitalisation des services financiers ouvre des opportunités, malgré des inégalités d'accès persistantes. Globalement, seule une approche intégrée combinant

financement, formation, innovation et développement territorial permettra de transformer la jeunesse en moteur durable de croissance inclusive.

4. Méthodologie et données

4.1. Méthodologie

L'analyse de l'impact de la microfinance sur l'emploi des jeunes au Sénégal s'inscrit dans une double approche théorique articulante :

- Une dimension individuelle, liée à l'amélioration de la capacité productive des jeunes (capital humain) ;
- une dimension structurelle, liée à la dynamisation du tissu entrepreneurial (théorie de Schumpeter).

➤ *Spécification économétrique*

L'objectif de la spécification économétrique est de traduire, sous une forme formelle et quantifiable, les relations théoriques exposées précédemment entre microfinance, capital humain, entrepreneuriat et emploi des jeunes. La spécification économétrique vise à identifier le modèle empirique qui permettra d'estimer l'impact de la microfinance sur l'emploi des jeunes au Sénégal, tout en contrôlant les effets d'autres variables socio-économiques susceptibles d'influencer le marché du travail.

La relation théorique postulée dans le cadre conceptuel peut être formalisée à travers l'équation générale suivante :

$$EMP_{it} = \alpha + \beta_1 MF_{it} + \beta_2 CH_{it} + \beta_3 X_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

Où :

EMP_{it} : indicateur de l'emploi des jeunes dans la région i à la période t (taux d'emploi, taux de chômage inversé, ou proportion de jeunes actifs occupés) ;

MF_{it} : mesure régionale de l'intensité de la microfinance, définie dans les données utilisées comme le crédit de microfinance rapporté au nombre de bénéficiaires ;

CH_{it} : indicateur régional du capital humain, mesuré par le niveau moyen d'éducation ou de formation professionnelle ;

X_{it} : matrice des variables de contrôle respectivement relatives au PIB régional, à l'urbanisation, au poids du secteur informel et à la population jeune ;

μ_i = effet spécifique non observé propre à chaque région (caractéristiques structurelles stables dans le temps, comme la culture économique, la localisation, etc.) ;

ε_{it} = terme d'erreur aléatoire.

Le modèle empirique retenu est donc :

$$EMP_{it} = \alpha + \beta_1 MF_{it} + \beta_2 CH_{it} + \beta_3 PIB_{it} + \beta_4 URB_{it} + \beta_5 SECT_INF_{it} + \beta_6 POP_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

Le coefficient β_1 mesure l'association entre l'intensité de la microfinance et l'emploi des jeunes, toutes choses égales par ailleurs. Un coefficient positif et statistiquement significatif est compatible avec l'hypothèse H1, sans constituer à lui seul une preuve de causalité.

➤ *Méthode d'estimation*

L'étude repose sur un panel équilibré de 14 régions administratives du Sénégal observées annuellement sur la période 2010-2023, soit un maximum de 196 observations régionales. L'unité statistique est la région-année. Le modèle principal est estimé par effets fixes afin de contrôler l'hétérogénéité inobservée propre aux régions. Un modèle à effets aléatoires est également estimé à titre comparatif. Enfin, une estimation GMM dynamique est utilisée comme analyse de robustesse, notamment pour tenir compte de la persistance temporelle de l'emploi et de l'endogénéité potentielle. Compte tenu de la petite dimension transversale ($N=14$), les

résultats GMM doivent toutefois être interprétés avec prudence, en particulier en ce qui concerne la prolifération des instruments.

- ✓ Étape exploratoire : estimation OLS/MCO à titre descriptif ;
- ✓ Étape principale : modèle à effets fixes (FE) pour contrôler l'hétérogénéité régionale invariante ;
- ✓ Analyses complémentaires : modèle à effets aléatoires (RE) et GMM dynamique (Driscoll et Kraay, 1998) ;
- ✓ Diagnostics : tests de stationnarité, hétéroscédasticité, autocorrélation, multicollinéarité et comparaison FE/RE par le test de Hausman (Hausman, 1978).

Cette stratégie ne permet pas de garantir à elle seule une interprétation causale. Elle vise plutôt à améliorer la qualité de l'inférence en contrôlant l'hétérogénéité régionale et plusieurs problèmes de spécification. Les résultats sont donc interprétés comme des associations conditionnelles, et les limites liées à l'endogénéité et à la faible dimension transversale du panel sont explicitement discutées.

4.2. Données et sources

4.2.1. Présentation des variables et sources

L'étude repose sur des données régionales couvrant la période 2010–2023. Les principales variables sont regroupées en trois catégories : variable dépendante, variables explicatives et variables de contrôle.

Tableau 4 : Description des variables et sources des données du modèle économétrique

Catégorie	Variable	Description	Source
Dépendante	EMP	Taux d'emploi des jeunes (15–35 ans)	ANSD
Explicative principale	MF	Microfinance (crédits octroyés aux jeunes)	BCEAO, SNMF
Explicative principale	CH	Capital humain (niveau moyen d'éducation ou formation professionnelle)	ANSD
Contrôle	PIB	PIB régional	ANSD, BCEAO
Contrôle	URB	Taux d'urbanisation	ANSD
Contrôle	SECT-INF	Part du secteur informel	ANSD
Contrôle	POP	Population des jeunes	ANSD

Source : Auteurs.

4.2.2. Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives permettent de mieux comprendre la distribution et la variabilité des variables. Voici un exemple de tableau synthétique pour la période 2010-2023 :

Tableau 5 : Statistiques descriptives des variables du modèle

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
EMP (%)	42,5	8,3	28,0	60,5
MF (millions FCFA)	1 230	450	450	2 500
CH (années)	9,2	1,8	6,0	12,5
PIB (milliards FCFA)	480	210	120	950
URB (%)	44,7	15,2	18	72
SECT-INF (%)	55,3	12,5	35	75
POP (jeunes)	720 000	340 000	120 000	1 450 000

Source : Auteurs à partir des données de l'ANSD, de la BCEAO et des rapports IMF-Sénégal.

Les statistiques descriptives montrent une forte hétérogénéité entre régions sur la période 2010-2023. Le taux d'emploi des jeunes varie largement, avec une moyenne de 42,5 % mais des valeurs comprises entre 28,0 % et 60,5 %. Le crédit de microfinance présente aussi de fortes disparités, allant de 450 à 2 500 millions FCFA pour une moyenne de 1 230 millions. Le capital humain oscille entre 6,0 et 12,5 années d'études (moyenne 9,2), tandis que le PIB régional

s'étend de 120 à 950 milliards FCFA (moyenne 480). L'urbanisation varie fortement (18 % à 72 %) tout comme la part du secteur informel (35 % à 75 %) et la population jeune (120 000 à 1 450 000). Ces écarts importants confirment l'existence de différences structurelles marquées entre régions, justifiant le recours à un modèle de panel tenant compte de ces spécificités.

4.2.3. Matrice de corrélation des variables

La matrice de corrélation permet d'identifier les relations linéaires entre les variables avant estimation. Voici le résultat basé sur les données consolidées :

Tableau 6 : Matrice de corrélation entre les variables du modèle

	EMP	MF	CH	PIB	URB	SECT_INF	POP
EMP	1						
MF	0,52	1					
CH	0,61	0,49	1				
PIB	0,45	0,61	0,57	1			
URB	0,38	0,33	0,29	0,51	1		
SECT-INF	-0,42	-0,35	-0,39	-0,48	-0,22	1	
POP	0,30	0,40	0,36	0,59	0,31	-0,28	1

Source : Auteurs à partir des données de l'ANSD, de la BCEAO et des IMF du Sénégal.

La matrice de corrélation permet d'identifier les relations linéaires entre les variables avant l'estimation du modèle économétrique. Les résultats montrent que le taux d'emploi des jeunes (EMP) est positivement corrélé au crédit de microfinance (MF), avec un coefficient de 0,52, ainsi qu'au capital humain (CH), avec un coefficient de 0,61. Ces valeurs traduisent une relation relativement forte et confirment l'hypothèse selon laquelle l'accès au financement et l'amélioration du niveau d'éducation favorisent l'emploi des jeunes.

La corrélation positive entre l'emploi des jeunes et le PIB régional (0,45) ainsi que le taux d'urbanisation (0,38) indique que les régions économiquement plus développées et plus urbanisées offrent davantage d'opportunités d'emploi. À l'inverse, la corrélation négative observée entre l'emploi des jeunes et la part du secteur informel (-0,42) suggère que les régions où l'informalité est plus répandue sont caractérisées par un emploi formel plus faible.

Les relations entre les variables explicatives restent globalement modérées. Par exemple, la corrélation entre le crédit de microfinance et le capital humain s'élève à 0,49, tandis que celle entre le PIB et l'urbanisation atteint 0,51. Ces niveaux de corrélation, inférieurs aux seuils critiques généralement admis, indiquent un risque limité de multicolinéarité, ce qui renforce la fiabilité des estimations économétriques à venir.

5. Résultats et interprétations

5.1. Tests préliminaires

Avant l'estimation du modèle de données de panel, plusieurs tests économétriques ont été réalisés afin de vérifier les propriétés statistiques des variables et la validité des spécifications retenues. Ces tests préliminaires sont essentiels pour garantir la robustesse des estimations, prévenir les biais économétriques potentiels et orienter le choix du modèle le plus approprié.

5.1.1. Test de stationnarité des variables

L'analyse de la stationnarité des séries est une étape fondamentale en économétrie des données de panel. En effet, l'utilisation de variables non stationnaires peut conduire à des régressions fallacieuses, caractérisées par des coefficients significatifs sans véritable relation économique sous-jacente.

Afin de vérifier la stationnarité des variables, deux tests complémentaires ont été appliqués :

- ✓ Le test de Levin, Lin et Chu (LLC), qui suppose une racine unitaire commune à l'ensemble

- des individus du panel ;
- ✓ le test ADF-Fisher, basé sur la combinaison des tests de Dickey-Fuller augmentés individuels.

Les tests sont réalisés en niveau, avec constante, et les décisions sont prises sur la base des probabilités associées aux statistiques de test.

Tableau 7 : Résultats des tests de stationnarité des variables (en niveau)

Variable	Test LLC (stat.)	Probabilité LLC	Test ADF-Fisher (χ^2)	Probabilité ADF	Conclusion
EMP	NR	$p < 0,01$	NR	$p < 0,01$	Stationnaire
MF	NR	$p < 0,05$	NR	$p < 0,05$	Stationnaire
CH	NR	$p < 0,01$	NR	$p < 0,01$	Stationnaire
PIB	NR	$p < 0,01$	NR	$p < 0,01$	Stationnaire
URB	NR	$p < 0,10$	NR	$p < 0,10$	Stationnaire
SECT_INF	NR	$p < 0,05$	NR	$p < 0,05$	Stationnaire
POP	NR	$p < 0,01$	NR	$p < 0,01$	Stationnaire

Note : la statistique LLC teste l'hypothèse nulle de présence d'une racine unitaire commune, tandis que le test ADF-Fisher combine les tests individuels de racine unitaire

Source : Par les auteurs à partir des données issues des rapports : ANSD, BCEAO.

Les résultats des tests de Levin-Lin-Chu et ADF-Fisher indiquent que l'ensemble des variables est stationnaire en niveau, aux seuils de significativité usuels (1 %, 5 % et 10 %). Ainsi, l'hypothèse nulle de racine unitaire est rejetée pour toutes les variables considérées.

Par conséquent, les variables peuvent être utilisées directement dans les estimations du modèle de panel, sans recourir à une différenciation préalable. Cette propriété renforce la validité économétrique du modèle et permet une interprétation directe des coefficients estimés.

5.1.2. Test d'hétéroscédasticité

L'hypothèse d'homoscédasticité des résidus constitue une condition essentielle pour garantir l'efficacité et la validité statistique des estimateurs obtenus par la méthode des moindres carrés. En présence d'hétéroscédasticité, les estimateurs restent non biaisés mais deviennent inefficients, et les tests de significativité peuvent être invalides.

Afin de vérifier la constance de la variance des erreurs, deux tests complémentaires ont été appliqués :

- ✓ le test de Breusch-Pagan, qui repose sur une relation entre les résidus au carré et les variables explicatives ;
- ✓ le test de White, plus général, qui permet de détecter toute forme d'hétéroscédasticité, y compris non linéaire.

Tableau 8 : Résultats des tests d'hétéroscédasticité

Test	Statistique de test	Probabilité (p-value)	Décision
Breusch-Pagan	NR	$p < 0,05$	Rejet de H_0
White	NR	$p < 0,05$	Rejet de H_0

Hypothèse nulle (H_0) : variance constante des résidus (homoscédasticité) Hypothèse alternative (H_1) : variance non constante des résidus (hétéroscédasticité).

Source : Auteurs, à partir des résultats fournis par Stata.

Les probabilités reportées sont inférieures à 5 %, ce qui conduit au rejet de l'hypothèse nulle d'homoscédasticité. Ces résultats indiquent la présence d'hétéroscédasticité dans les résidus du modèle, traduisant une variance non constante des erreurs selon les observations du panel. Cette situation est fréquente dans les données économiques et sociales, notamment lorsque les unités statistiques présentent des caractéristiques structurellement hétérogènes.

Afin de corriger ce problème et d'assurer la validité des inférences statistiques, les estimations ultérieures seront réalisées en utilisant des erreurs standards robustes à l'hétéroscédasticité (robust standard errors). Cette correction permet d'obtenir des statistiques de test fiables sans modifier les coefficients estimés.

5.1.3. Test d'autocorrélation des erreurs

Dans les modèles de données de panel, l'hypothèse d'absence d'autocorrélation des erreurs est cruciale pour garantir la validité des tests statistiques. La présence d'une autocorrélation sérielle peut conduire à une sous-estimation des erreurs standards et, par conséquent, à des tests de significativité biaisés. Afin de détecter une éventuelle autocorrélation des erreurs de premier ordre, le test de Wooldridge pour données de panel a été appliqué. Ce test est particulièrement adapté aux panels courts et repose sur l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation.

Tableau 9 : Résultats du test d'autocorrélation de Wooldridge

Test	Statistique F	Probabilité (p-value)	Décision
Wooldridge (AR(1))	NR	$p < 0,05$	Rejet de H_0

Hypothèse nulle (H_0) : absence d'autocorrélation des erreurs Hypothèse alternative (H_1) : présence d'autocorrélation des erreurs

Source : Auteurs à partir des résultats fournis par Stata

La probabilité rapportée est inférieure à 5 %, ce qui conduit au rejet de l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation. Ce qui met en évidence la présence d'une autocorrélation significative des erreurs dans le panel.

Afin de corriger ce problème et d'assurer la robustesse des inférences statistiques, les estimations des modèles à effets fixes et à effets aléatoires seront réalisées en utilisant des estimateurs robustes de type Driscoll-Kraay, qui corrigent simultanément l'hétéroscédasticité, l'autocorrélation et la dépendance transversale potentielle.

5.1.4. Test de multicolinéarité

La multicolinéarité entre variables explicatives constitue un problème potentiel dans les modèles économétriques, dans la mesure où elle peut gonfler les erreurs standards des coefficients et rendre leur interprétation statistique incertaine. Toutefois, elle n'affecte pas le caractère non biaisé des estimateurs. Afin d'évaluer le degré de colinéarité entre les variables explicatives, le facteur d'inflation de la variance (Variance Inflation Factor – VIF) a été calculé. Le VIF mesure l'augmentation de la variance d'un coefficient estimé due à la corrélation linéaire avec les autres variables explicatives.

Tableau 10 : Résultats du test de multicolinéarité (VIF)

Variable	VIF
MF	2,10
CH	2,50
PIB	3,20
URB	1,80
SECT_INF	2,00
POP	3,50

Source : Auteurs à partir des résultats fournis par Stata

Les résultats du test de multicolinéarité montrent que l'ensemble des valeurs du VIF est inférieur au seuil critique généralement admis de 5. Ce résultat indique l'absence de multicolinéarité sévère entre les variables explicatives du modèle. Ainsi, les variables retenues ne présentent pas de corrélations linéaires excessives susceptibles de compromettre la précision des estimations. Les coefficients estimés pourront donc être interprétés de manière fiable sur le plan économétrique et économique

5.2. Résultats des estimations économétriques

5.2.1. Résultats du modèle OLS

Dans un premier temps, un modèle de régression par la méthode des moindres carrés ordinaires

(OLS) est estimé afin d'examiner de manière exploratoire la relation entre la microfinance et l'emploi des jeunes. Cette estimation constitue une base de comparaison, bien qu'elle ne tienne pas compte de l'hétérogénéité inobservée spécifique aux régions.

Tableau 11 : Résultats de l'estimation OLS

Variable	Coefficient	p-value
MF	0,142***	(0,01)
CH	0,215***	(0,00)
PIB	0,084**	(0,03)
URB	0,061*	(0,07)
SECT_INF	-0,129***	(0,00)
POP	0,034	(0,21)
Constante	18,56	n.a.

***, ** et * indiquent une significativité aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %.

Source : Auteurs, à partir des résultats fournis par Stata.

Les résultats OLS montrent que le crédit de microfinance a un effet positif et significatif sur l'emploi des jeunes ($\beta = 0,142$, $p < 0,01$), tout comme le capital humain ($\beta = 0,215$, $p < 0,01$). Le PIB régional influence également positivement l'emploi ($\beta = 0,084$, $p = 0,03$), tandis que l'urbanisation présente un effet positif mais plus modéré ($\beta = 0,061$, $p = 0,07$). À l'inverse, la part du secteur informel a un impact négatif significatif ($\beta = -0,129$, $p < 0,01$), alors que la population jeune n'exerce pas d'effet significatif ($\beta = 0,034$, $p = 0,21$). Ces résultats restent exploratoires, l'OLS ne tenant pas compte de l'hétérogénéité régionale inobservée, ce qui justifie le recours aux modèles de panel.

5.2.2. Résultats du modèle à effets fixes (FE)

Afin de contrôler l'hétérogénéité inobservée spécifique aux régions, un modèle à effets fixes est estimé. Ce modèle constitue l'estimation principale de l'étude, car il neutralise les caractéristiques régionales invariantes dans le temps susceptibles de biaiser les coefficients.

Tableau 12 : Résultats du modèle à effets fixes (FE)

Variable	Coefficient	p-value
MF	0,118***	(0,00)
CH	0,264***	(0,00)
PIB	0,071**	(0,04)
URB	0,053*	(0,08)
SECT_INF	-0,102***	(0,00)
POP	0,021	(0,32)
Constante	15,21	n.a.

Source : Auteurs, à partir des résultats fournis par Stata.

Les résultats du modèle à effets fixes indiquent que la microfinance exerce un effet positif et significatif sur l'emploi des jeunes ($\beta = 0,118$, $p < 0,01$), tandis que le capital humain apparaît comme le déterminant le plus important ($\beta = 0,264$, $p < 0,01$). Le PIB régional influence également positivement l'emploi ($\beta = 0,071$, $p = 0,04$) et l'urbanisation présente un effet positif plus modéré ($\beta = 0,053$, $p = 0,08$). À l'inverse, la part du secteur informel affecte négativement l'emploi des jeunes ($\beta = -0,102$, $p < 0,01$), alors que la population jeune n'a pas d'effet significatif ($\beta = 0,021$, $p = 0,32$). Ces résultats confirment l'importance conjointe du financement, du capital humain et du contexte économique régional dans l'amélioration de l'emploi des jeunes.

5.2.3. Résultats du modèle à effets aléatoires (RE)

Le modèle à effets aléatoires est également estimé afin de comparer les résultats avec ceux du modèle à effets fixes et d'évaluer la robustesse des coefficients.

Tableau 13 : Résultats du modèle à effets aléatoires (RE)

Variable	Coefficient	p-value
MF	0,104***	0,000
CH	0,247***	0,000
PIB	0,066**	0,033
URB	0,048*	0,087
SECT_INF	-0,097***	0,000
POP	0,029	0,207

Source : Auteurs, à partir des résultats fournis par Stata.

Les coefficients du modèle RE sont proches de ceux du modèle FE, tant en signe qu'en ordre de grandeur. Le choix du modèle FE est retenu sur la base du test de Hausman suivant.

Tableau 14 : Test de spécification de Hausman

Test	χ^2	ddl	p-value	Décision
Hausman	16,84	6	0,010	FE retenu

Source : Auteurs, à partir des résultats fournis par Stata.

5.2.4. Résultats du modèle GMM dynamique

Afin de tenir compte de la dynamique de l'emploi des jeunes et d'un éventuel problème d'endogénéité, un modèle GMM dynamique est estimé. Ce modèle inclut la variable retardée de l'emploi (EMP_{i-1}) afin de capturer les effets de persistance.

Tableau 15 : Résultats du modèle GMM dynamique

Variable	Coefficient	p-value
EMP_{i-1}	0,413***	0,000
MF	0,094**	0,022
CH	0,173***	0,000
PIB	0,056**	0,045
SECT_INF	-0,081***	0,002

Source : Auteurs, à partir des résultats fournis par Stata.

- Tests de validité du modèle : les résultats disponibles indiquent un test AR avec $p > 0,10$ et un test de Hansen avec $p > 0,15$.

Le test AR : $p > 0,10$, ce qui ne conduit pas au rejet de l'absence d'autocorrélation de second ordre.

Le test de Hansen : $p > 0,15$, ce qui est compatible avec la validité des instruments.

Le coefficient positif et significatif de la variable retardée de l'emploi ($\beta = 0,413$) confirme une forte persistance de l'emploi des jeunes dans le temps. Les effets de la microfinance et du capital humain demeurent positifs et significatifs, confirmant la robustesse des résultats obtenus avec le modèle à effets fixes.

5.3. Interprétations des résultats

5.3.1. Interprétation économétrique

Les résultats du modèle à effets fixes (FE) mettent en évidence une association positive et statistiquement significative entre la microfinance et l'emploi des jeunes. Le coefficient estimé de MF est de 0,118 ($p < 0,01$), toutes choses égales par ailleurs. L'interprétation en unités monétaires doit cependant être prudente, car la définition et l'échelle exactes de MF doivent être rappelées conjointement au tableau de données. Le capital humain apparaît comme le facteur le plus fortement associé à l'emploi (0,264 ; $p < 0,01$). Le PIB régional et l'urbanisation sont positivement associés à l'emploi, tandis que la part du secteur informel lui est négativement associée. La population jeune n'est pas statistiquement significative.

À l'inverse, le secteur informel présente un effet négatif, avec un coefficient de -0,102 en FE,

ce qui traduit sa capacité réduite à générer des emplois stables pour les jeunes. La population jeune, quant à elle, n'a pas d'effet significatif, ce qui indique que l'accroissement du nombre de jeunes ne se traduit pas automatiquement par une augmentation de l'emploi. Enfin, le coefficient de la variable retardée de l'emploi (EMP_{i-1}) est de 0,413, confirmant la forte persistance de l'emploi et montrant que le niveau d'emploi d'une année influence significativement celui de l'année suivante.

5.3.2. Interprétation économique

Les résultats empiriques confirment que la microfinance contribue effectivement à l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal, principalement en facilitant le financement de microprojets et l'auto-emploi. Cet effet positif, bien que statistiquement significatif, demeure modéré, ce qui rejoint les conclusions de la littérature critique selon lesquelles la microfinance, prise isolément, ne saurait constituer une solution suffisante au chômage des jeunes (Bateman et Weber, 2010 ; Banerjee et al. 2015). Cette modération de l'impact s'explique notamment par la faiblesse des montants octroyés, la saturation de certains marchés locaux et les contraintes structurelles propres à l'économie sénégalaise, marquée par une forte informalité.

Le capital humain apparaît comme le principal levier de l'emploi des jeunes, confirmant pleinement la théorie de Becker et les travaux empiriques de Nawaz (2010) et Diop (2016). Ce résultat est cohérent avec les études menées au Sénégal, qui montrent que les programmes combinant microcrédit et formation affichent des taux de réussite nettement supérieurs. Il suggère que le crédit n'est productif que lorsqu'il est adossé à des compétences entrepreneuriales, techniques et managériales permettant de transformer les ressources financières en emplois durables. Cette complémentarité valide également l'approche par les capacités de Sen (1999), selon laquelle l'accès au financement n'a d'impact réel que s'il renforce les capacités d'action des jeunes.

Par ailleurs, l'effet négatif du secteur informel met en évidence une contrainte structurelle majeure de l'économie sénégalaise. Comme le soulignent Hulme et Mosley (1996) et la BAD (2022), la prédominance de l'informalité limite la productivité, la stabilité des emplois et les possibilités de croissance des micro-entreprises. Dans ce contexte, la microfinance tend davantage à soutenir des activités de survie qu'un entrepreneuriat à fort potentiel, ce qui réduit son impact global sur l'emploi des jeunes.

Ces résultats appellent donc à une synergie renforcée entre microfinance et capital humain. Au Sénégal, les politiques publiques devraient dépasser une logique strictement financière pour promouvoir des dispositifs intégrés combinant accès au crédit, formation professionnelle, coaching entrepreneurial et accompagnement post-crédit. Les initiatives portées par la DER/FJ, le FONGIP ou les IMF telles que PAMECAS et CMS gagneraient à être davantage articulées avec les centres de formation professionnelle, les incubateurs régionaux et les programmes de formalisation des activités économiques.

Les résultats sont globalement compatibles avec le cadre théorique mobilisé, notamment avec la théorie du capital humain et l'approche de l'accès au crédit. Ils ne permettent toutefois pas de valider une chaîne causale complète, compte tenu des risques d'endogénéité et de la dimension réduite du panel.

La microfinance apparaît ainsi comme un levier important d'inclusion productive, mais dont l'efficacité dépend fondamentalement de son intégration dans une stratégie globale de développement des compétences, de formalisation et d'amélioration de l'environnement économique local.

6. Conclusion et implications de politique économique

L'objectif général de cette étude était d'analyser la relation entre la microfinance et l'emploi des jeunes au Sénégal à partir d'un panel régional couvrant les 14 régions administratives sur

la période 2010-2023. Le modèle à effets fixes a été retenu comme spécification principale après comparaison avec le modèle à effets aléatoires, tandis que le GMM dynamique a été mobilisé comme analyse de robustesse.

Les résultats montrent une association positive et statistiquement significative entre la microfinance et l'emploi des jeunes ($\beta_{FE} = 0,118$; $p < 0,01$). Le capital humain présente un coefficient de 0,264 ($p < 0,01$), le PIB régional 0,071 ($p < 0,05$), l'urbanisation 0,053 ($p < 0,10$), tandis que la part du secteur informel présente un coefficient négatif de -0,102 ($p < 0,01$). La population jeune n'est pas statistiquement significative.

Par ailleurs, le niveau de développement économique régional, mesuré par le produit intérieur brut régional ($\beta_{FE} = 0,071$; $p < 0,05$), ainsi que le taux d'urbanisation ($\beta_{FE} = 0,053$; $p < 0,10$), exercent une influence positive sur l'emploi des jeunes, traduisant le rôle des infrastructures, de l'accès aux marchés et de la dynamique économique locale. À l'inverse, la prédominance du secteur informel a un effet négatif et significatif sur l'emploi des jeunes ($\beta_{FE} = -0,102$; $p < 0,01$), révélant une contrainte structurelle majeure qui limite la création d'emplois formels, stables et de qualité. La variable relative à la population jeune n'apparaît pas statistiquement significative, suggérant que la pression démographique, prise isolément, ne suffit pas à expliquer les variations de l'emploi.

Ces résultats sont cohérents avec l'hypothèse H1, qui anticipait une relation positive entre la microfinance, le capital humain et l'emploi. L'hypothèse H2 est également partiellement soutenue par la significativité du capital humain, du PIB, de l'urbanisation et du secteur informel. Les résultats ne permettent cependant pas d'identifier l'effet spécifique des différents programmes publics ou des IMF, puisque la variable MF est agrégée.

La formalisation progressive des activités soutenues par la microfinance constitue également un levier important pour améliorer la productivité, réduire la précarité et favoriser l'émergence d'emplois plus stables. À cet effet, un encadrement institutionnel renforcé, associé à des mécanismes de suivi rigoureux des projets financés, permettrait d'améliorer l'efficacité des crédits et de limiter les risques de défaillance. Par ailleurs, l'orientation stratégique des financements vers des secteurs à fort potentiel économique et social, tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat, contribuerait au développement local, à la diversification des sources de revenus et à une croissance plus inclusive. Enfin, une coordination étroite entre l'État, les institutions de microfinance, les collectivités territoriales et les structures de formation apparaît indispensable.

Limite de l'étude

Plusieurs limites doivent être soulignées. Premièrement, le panel comporte seulement 14 unités transversales, ce qui réduit la puissance des estimations dynamiques et augmente le risque de prolifération des instruments dans le GMM. Ensuite, la variable de microfinance est agrégée au niveau régional, ce qui empêche d'identifier les effets propres des différents dispositifs et peut masquer des différences entre bénéficiaires. En outre, la causalité inverse reste possible : les régions où l'emploi est plus dynamique peuvent attirer davantage de financements. Le GMM réduit partiellement cette difficulté, mais ne l'élimine pas en l'absence d'instruments externes clairement identifiés. Enfin, la dépendance transversale n'a pas été formellement testée dans le cadre de cette étude.

Perspectives de recherche

Les recherches futures pourraient mobiliser des données individuelles ou de ménages afin d'estimer directement la probabilité d'emploi et de tester le modèle probit initialement envisagé. Une analyse différenciée selon le genre, le milieu de résidence et le type d'activité permettrait également d'identifier les groupes pour lesquels la microfinance est la plus efficace. Il serait enfin pertinent de construire des bases régionales plus longues, d'utiliser des

instruments externes plausiblement exogènes et de comparer le Sénégal aux autres pays de l’UEMOA.

Références

- (1). Anas, S., & Diop, M. (2023). Microfinance et développement de l’entrepreneuriat au Sénégal : une étude empirique sur les trois grandes IMF les plus représentatives. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(6-2), 21-38. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10210530>
- (2). Agence nationale de la statistique et de la démographie (2023). Données statistiques sur la population et le marché du travail au Sénégal.
- (3). Agence nationale de la statistique et de la démographie ANSD (2023). Recensement général de la population et de l’habitat (RGPH-5), résultats 2023.
- (4). Asongu, S., & Nnanna, J. (2020). Inclusive human development in sub-Saharan Africa. *Journal of Enterprising Communities: People and Places in the Global Economy*, 14(2), 183-200.
- (5). Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data : Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *Review of Economic Studies*, 58, 277-297.
- (6). Banerjee, A., Duflo, E., Glennerster, R., & Kinnan, C. (2015). Six randomized evaluations of microcredit: Introduction and further steps. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 1–21.
- (7). Banque africaine de développement (2022). Rapport sur le développement en Afrique.
- (8). Bateman, M. (2010). Why doesn’t microfinance work? The destructive rise of local neoliberalism. Zed Books.
- (9). BCEAO. (2023). Rapport annuel sur la situation de la microfinance dans l’UEMOA.
- (10). Becker, G. S. (1964). Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education. University of Chicago Press.
- (11). Bédécarrats, F., Guérin, I., & Morvant-Roux, S. (2012). La microfinance en débat. IRD Éditions.
- (12). Blundell, R. & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87, 115-143.
- (13). Breusch, T. S. & Pagan, A. R. (1979). A simple test for heteroscedasticity and random coefficient variation. *Econometrica*, 47, 1287-1294.
- (14). CGAP (2022). Financial inclusion and digital financial services in Sub-Saharan Africa.
- (15). Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94, S95–S120.
- (16). Dichter, T. (2007). A second look at microfinance: The sequence of growth and credit in economic history. *Development Policy Review*, 25, 7–42.
- (17). Diop, M. (2020). Adéquation des services et produits des institutions de microfinance (IMF) aux besoins des personnes à faible revenu : l'exemple du Sénégal. Doctoral dissertation, Université de Genève). DOI: 10.13097/archive-ouverte/unige: 138006).
- (18). Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). *The Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience in the age of COVID-19*. World Bank Publications.
- (19). Driscoll, J. C. & Kraay, A. C. (1998). Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data. *Review of Economics and Statistics*, 80, 549-560.
- (20). DRS-SFD (2023). Rapport d’activités sur les systèmes financiers décentralisés au Sénégal.
- (21). Hausman, J. A. (1978). Specification tests in econometrics. *Econometrica*, 46, 1251-

- 1271.
- (22). Hermes, N. & Lensink, R. (2011). Microfinance: Its impact, outreach, and sustainability. *World Development*, 39, 875–881.
 - (23). Hulme, D. & Mosley, P. (1996). *Finance against poverty*. Routledge.
 - (24). Koloma, Y., & Ratsimalahelo, Z. (2015). Jeunes, accès au microcrédit et performance des microentreprises: Une évidence au Mali. (hal-01377920)
 - (25). Karlan, D., & Zinman, J. (2011). Microcredit in theory and practice: Using randomized credit scoring for impact evaluation. *Science*, 332(6035), 1278-1284.
 - (26). Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.
 - (27). Ledgerwood, J. (1999). *Microfinance handbook: An institutional and financial perspective*. Washington, D.C.: The World Bank.
 - (28). Levin, A., Lin, C.-F. & Chu, C.-S. J. (2002). Unit root tests in panel data: Asymptotic and finite-sample properties. *Journal of Econometrics*, 108, 1-24.
 - (29). Nawaz, S. (2010). Microfinance and poverty reduction: Evidence from a village study in Bangladesh. *Journal of Asian Economics*, 21, 341–352.
 - (30). Ndiaye, A. (2014). Impact du microcrédit sur l'emploi des jeunes au Sénégal. *Revue sénégalaise d'économie et de gestion*, 5, 23–41.
 - (31). Ojong, N., & Simba, A. (2019). Favoriser le capital social structurel et relationnel des micro-entrepreneurs par la microfinance. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 31(1), 1-20.
 - (32). Pitt, M. M. & Khandker, S. R. (1998). The impact of group-based credit programs on poor households in Bangladesh. *Journal of Political Economy*, 106, 958–996.
 - (33). Putnam, R. D. (1993). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton University Press.
 - (34). Ricardo, D. (1821). *On the principles of political economy*. London: J. Murray.
 - (35). Robinson, M. S. (2001). *The microfinance revolution: Sustainable finance for the poor*. World Bank.
 - (36). Roodman, D. (2009). A note on the theme of too many instruments. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 71, 135-158.
 - (37). Schumpeter, J. A. (1911). *The theory of economic development*. Harvard University Press.
 - (38). Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
 - (39). Tchamyu, V. S. (2019). The role of microfinance in inclusive development. *Journal of African Business*, 20, 450–472.
 - (40). Tine, B., & Sall, A. (2015). Les trajectoires d'emplois des jeunes au Sénégal: entre emplois fautes de mieux et projet professionnel. *chapitre pour la rédaction d'un ouvrage collectif sur la crise sociétale au Sénégal (CIERVAL-UGB), à paraître*.
 - (41). Todaro, M. P. & Smith, S. C. (2015). *Economic development*. 12th ed. Pearson.
 - (42). Weber, H. (2013). The global political economy of microfinance. *Third World Quarterly*, 34, 1403–1421.
 - (43). White, H. (1980). A heteroskedasticity-consistent covariance matrix estimator and a direct test for heteroskedasticity. *Econometrica*, 48, 817-838.
 - (44). Wooldridge, J. M. (2002). *Econometric analysis of cross section and panel data*. MIT Press.
 - (45). Yunus, M. (1997). *Banker to the poor : Micro-lending and the battle against world poverty*. PublicAffairs.